

PRECIA SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

RM Consultants Associés
19, rue Paul Henri Spaak - BP 105
26904 Valence cedex 9

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2016)

Precia SA
104 route de Pesage
07000 Veyras

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Precia SA, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le Groupe évalue à chaque clôture l'existence d'indices de perte de valeur des actifs à long terme regroupés par unité génératrice de trésorerie et procède annuellement à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition selon les modalités décrites dans les notes 1.3.1 et 1.5.2 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Lyon et Valence, le 27 avril 2017

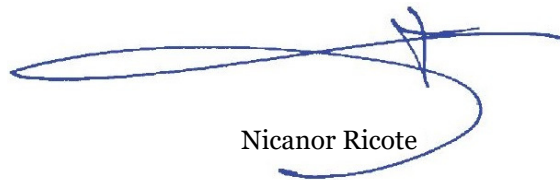
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

RM Consultants Associés



Natacha Pélisson



Nicanor Ricote



PRECIA SA

Société Anonyme à Directoire et à Conseil de Surveillance

Au capital de 2 200 000 €

Siège social à VEYRAS (Ardèche) – 104 Route du Pesage

386 620 165 R.C.S. AUBENAS

Documents comptables annuels

Comptes consolidés 2016

I COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 2016
(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires	3.1	109 687	105 327
Achats consommés		(25 951)	(24 163)
Charges de personnel	3.2	(47 801)	(44 891)
Charges externes		(23 728)	(23 271)
Impôts et taxes		(1 444)	(1 599)
Amortissements		(2 837)	(2 216)
Variation des stocks en cours et produits finis		354	(1 160)
Autres produits d'exploitation		1 079	858
Autres charges d'exploitation		(243)	(250)
Résultat opérationnel		9 115	8 636
Produits de trésorerie et équivalents		1 142	778
Coût de l'endettement financier brut		(870)	(865)
Coût de l'endettement financier net	3.3	271	(87)
Autres produits financiers			
Autres charges financières			
Charge d'impôt sur le résultat	3.4	(3 388)	(3 042)
Résultat net de l'ensemble consolidé		5 998	5 508
Intérêts ne conférant pas le contrôle		281	222
Part du Groupe		5 717	5 285
Résultat de base par action et dilué (en euro)	2.10	10,4	9,5

II TABLEAU DU RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
(En milliers d'euros.)

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net de l'ensemble consolidé	5 998	5 508
Ecart de conversion	(134)	180
Ecart actuariel	(207)	-
Actifs disponibles à la vente		
Instruments dérivés de couverture		
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, part du Groupe, hors entités mises en équivalence	(341)	180
QP gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres hors entités mises en équivalence		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	(341)	180
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des intérêts ne conférant pas le contrôle	47	88
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(294)	268
Total des produits et charges de la période	5 704	5 776

III BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2016
(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Actifs non courants :			
Goodwills	2.1.1	13 792	10 405
Autres Immobilisations incorporelles	2.2 et 2.3	892	661
Immobilisations corporelles	2.2 et 2.3	15 980	11 718
Actifs financiers		486	376
Participations mises en équivalence			
Impôts différés actif	2.9	867	1 473
Total		32 017	24 633
Actifs courants :			
Stocks et en-cours	2.5	15 835	14 254
Créances clients et autres créances	2.6	29 440	26 652
Créance d'impôt exigible		971	622
Autres débiteurs	2.7	2 283	1 652
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.8	24 950	30 743
Total		73 479	73 923
Total général		105 495	98 556

Passif	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Capitaux propres :			
Capital	2.10	2 200	2 200
Prime d'émission, de fusion, d'apport		4 487	4 487
Réserves consolidées		44 949	41 303
Actions propres	2.10	(1 296)	(1 296)
Résultat consolidé part du Groupe		5 717	5 285
S/Total Capitaux propres attribuables au Groupe		56 057	51 979
Intérêts ne conférant pas le contrôle :			
Dans les réserves	2.11	1 868	1 298
Dans les résultats		281	222
Total Capitaux propres		58 206	53 500
Passifs non courants :			
Provisions long terme	2.13	2 145	2 704
Impôts différés passif	2.9	-	635
Dettes financières long terme	2.12	8 280	6 932
Autres passifs non courants		1	
Total		10 426	10 271
Passifs courants :			
Dettes financières court terme hors location financière	2.12	4 159	5 129
Dettes de location financement court terme		69	96
Dettes fournisseurs et autres dettes		10 753	9 158
Passif d'impôt exigible		0	80
Autres passifs courants	2.14	21 882	20 323
Total		36 863	34 785
Total général		105 495	98 556

IV TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
(En milliers d'euros.)

	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Réserves consolidées	Résultat de la période	Intérêts ne conférant pas le contrôle	TOTAL
Capitaux propres au 31/12/2014	2 200	4 487	(311)	37 494	4 634	1 318	49 821
Dividendes versés					(1 005)	(107)	(1 112)
Affectation du résultat antérieur				3 629	(3 629)		-
Actions propres			(985)				(985)
Ecarts actuariels							
Ecart de conversion				180		88	268
Variation de périmètre							
Résultat de la période					5 285	222	5 508
Capitaux propres au 31/12/2015	2 200	4 487	(1 296)	41 303	5 285	1 520	53 500
Dividendes versés					(1 300)	(82)	(1 382)
Affectation du résultat antérieur				3 986	(3 986)		
Actions propres							
Ecarts actuariels				(207)			(207)
Ecart de conversion				(134)		47	(87)
Variation de périmètre						249	249
Autres variations						134	134
Résultat de la période					5 717	281	5 998
Capitaux propres au 31/12/2016	2 200	4 487	(1 296)	44 949	5 717	2 149	58 206

V TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(En milliers d'euros.)

	2016	2015 (*)
Opérations d'exploitation		
Résultat	9 180	8 056
Amortissements des immobilisations	2 837	2 546
Dotations et reprise sur provision pour risques et charges	(738)	450
Valeur Nette Comptable des éléments cédés	144	135
Incidence des instruments dérivés et autres instruments similaires	-	-
Charges d'impôt (variation impôt différé)	(126)	135
Coût de l'endettement financier net	(101)	(91)
Variation du Besoin en Fonds de Roulement	(1 151)	3 002
Intérêts reçus et payés	5	0
Impôt sur le résultat payé	(3 661)	(3 041)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	6 388	11 191
Opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(423)	(145)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(5 936)	(5 144)
Acquisitions d'immobilisations financières	(276)	(114)
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	90	-
Produits de cession d'immobilisations corporelles	129	176
Produits de cessions d'immobilisations financières	67	175
Produits de cessions de titres de participation	19	234
Variation intérêts minoritaires	-	-
Acquisition de minoritaires et de filiales, nette de trésorerie acquise	(4 344)	(2 096)
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	(10 674)	(6 914)
Opérations de financement		
Augmentation de capital dans les filiales	134	-
Rachats et reventes d'actions propres	-	(985)
Encaissements provenant de nouveaux emprunts	6 027	5 318
Remboursements d'emprunts	(4 460)	(3 206)
Dividendes versés	(1 274)	(1 070)
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	426	58
Impact des variations de taux de change	(19)	126
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	(3 878)	4 462
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	28 390	23 928
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	24 512	28 390
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(3 878)	4 462

(*) – Données de l'exercice 2015 retraitées, voir VI1.2.1.

(**) - Des détails vous sont présentés en note §VI4.

VI ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

(En milliers d'euros.)

Les états financiers ont été arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance du 13 avril 2017. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée Générale des actionnaires, prévue le 28 juin 2017.

Faits caractéristiques de la période :

En janvier 2016, le groupe a procédé à la création de la société Precia Molen Asia Pacific dont le siège social est à Kuala Lumpur en Malaisie.

En Avril 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Poslka S.r.o, a procédé à l'acquisition de la Kaspo Lab Sp z o.o., un laboratoire de métrologie et prestataire de service, situé à Gdansk en Pologne.

En Mai 2016, le Groupe Precia Molen, a procédé à l'acquisition de la société Weighpac Ltd (NZ), distributeur et fournisseur de services d'équipements et solutions de pesage pour le nord de la Nouvelle-Zélande (Hamilton).

En Mai 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen UK Ltd, a procédé à l'acquisition de la société Rowecon Systems Ltd, fabricant et fournisseur de biens et services dans le domaine du pesage dynamique, principalement pour les carrières et les cimenteries sur le marché britannique.

En juillet 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Service S.A.S, a procédé à l'acquisition de la société EPONA SAS, société spécialisée dans la vente et le service d'instruments de pesage basée au nord de Lyon.

En Aout 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Inc. et sous-filiale J&S Weighing Solution Llc, créées à cette occasion, a procédé à l'achat du fonds de commerce de la société J&S Scales Inc., basée à Sabetha (Kansas – USA) et spécialisée dans la fabrication et vente de balances de circuit de moyenne taille.

En décembre 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Australia Pty Ltd, a procédé à l'achat du fonds de commerce de la société Brisweigh Pty Ltd, basée à Brisbane

Evènements post clôture :

En janvier 2017, le Groupe Precia Molen a procédé à l'acquisition de CAPI SA et CAPI-BF sociétés spécialisées dans la vente et le service d'instruments de pesage basées à Abidjan (CI) et Ouagadougou (BF), dont le chiffre d'affaires total atteint 4,0 M€.

En avril 2017, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Service S.A.S, a procédé à l'acquisition de 3P Entreprise société spécialisée dans la vente et le service d'instruments de pesage basée à l'EST de Lyon dont le chiffre d'affaires total atteint 0,4 M€.

1 Principes de consolidation et méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

1.1 Périmètre de consolidation

1.1.1 Périmètre de consolidation

Identification	SIREN	% détenu
PRECIA S.A., 07 000 Privas	386 620 165	Société Mère
Precia Molen Service S.A.S, 07 000 Privas	349 743 179	99,99
Molen BV, Breda	Pays-Bas	100,00
Precia Molen Nederland BV, Breda ⁽¹⁾	Pays-Bas	100,00
MOLEN BELGIUM NV, Puurs	Belgique	100,00
Precia Molen UK Ltd, Dunfermline	Royaume-Uni	100,00
Rowecon, Sheffield	Royaume-Uni	100,00
Precia Polska Sp.z.o.o., Cracovie	Pologne	100,00
Kaspo Lab, Gdansk	Pologne	100,00
Precia Molen CZ S.r.o., Pragues	République Tchèque	100,00
Precia Molen Maroc SARL, Casablanca	Maroc	60,00
Precia Molen Scandinavia A.S., Drammen	Norvège	98,00
Precia Molen India Ltd, Chennai	Inde	75,00
Precia Molen Asia Pacific, Kuala Lumpur	Malaisie	100,00
Precia Molen Ro, Bucarest	Roumanie	100,00
Precia Molen Australia Pty Ltd, Sydney	Australie	100,00
Weighpac, Hamilton	Nouvelle-Zélande	80,00
Precia Molen Serviços De Pesagem Ltda, Sao Paolo	Brésil	100,00
Precia Molen Inc, Atlanta	Etats-Unis	100,00
J&S Weighing Solutions, Sabetha	Etats-Unis	85,00
PRECIA MOLEN (IRL) Ltd, Clane	Irlande	40,00

(1) Cette société est détenue de manière indirecte via MOLEN BV.

Toutes ces sociétés sont consolidées en intégration globale et ont arrêté leurs comptes au 31 décembre 2016.

1.1.2 Evolution du périmètre

En janvier 2016, le groupe a procédé à la création de la société Precia Molen Asia Pacific dont le siège social est à Kuala Lumpur en Malaisie.

En Avril 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Polska S.r.o, a procédé à l'acquisition de la Kaspo Lab Sp z o.o., un laboratoire de métrologie et prestataire de service, situé à Gdansk en Pologne.

En Mai 2016, le Groupe Precia Molen, a procédé à l'acquisition de la société Weighpac Ltd (NZ), distributeur et fournisseur de services d'équipements et solutions de pesage pour le nord de la Nouvelle-Zélande (Hamilton).

En Mai 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen UK Ltd, a procédé à l'acquisition de la société Rowecon Systems Ltd, fabricant et fournisseur de biens et services dans le domaine du pesage dynamique, principalement pour les carrières et les cimenteries sur le marché britannique.

En juillet 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Service S.A.S, a procédé à l'acquisition de la société EPONA SAS, société spécialisée dans la vente et le service d'instruments de pesage basée au nord de Lyon.

En Aout 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Inc. et sous-filiale J&S Weighing Solution Llc, créées à cette occasion, a procédé à l'achat du fonds de commerce de la société J&S Scales Inc., basée à Sabetha (Kansas – USA) et spécialisée dans la fabrication et vente de balances de circuit de moyenne taille.

En décembre 2016, le Groupe Precia Molen, via sa filiale Precia Molen Australia Pty Ltd, a procédé à l'achat du fonds de commerce de la société Brisweigh Pty Ltd, basée à Brisbane.

1.2 Comparabilité des comptes

Les principes comptables appliqués pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2016 sont les mêmes que ceux du 31 décembre 2015.

1.2.1 Définition de la trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie

Afin d'offrir une meilleure lisibilité sur l'endettement bancaire initialement souscrit à plus d'un an, les postes constitutifs de la trésorerie reprise dans le tableau des flux de trésorerie consolidé sont à présent uniquement constitué la trésorerie disponible diminuée des soldes créditeurs de banque.

Ainsi, le comparatif présenté pour l'année 2015 prend en compte ces modifications, dont les principaux impacts sont présentés ci-après :

	Comparatif 2015 présenté en § V	Etats financiers 2015
Flux net de trésorerie généré par l'activité	11 191	11 344
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	(6 914)	(7 066)
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	58	225
Impact des variations de taux de change	126	128
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie	4 462	4 631
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	23 928	20 984
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	28 390	25 614
Augmentation (diminution) totale de la trésorerie et équivalents de trésorerie	4 462	4 631

1.2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne entrant en application au 1^{er} janvier 2016

Amendement IAS 1 – Présentation d'informations pertinentes : le groupe n'a pas d'indicateur clés non prévus par les normes IFRS.

Amendement IAS 16 et IAS 38 – Méthodes d'amortissement acceptables : Le Groupe pratique dans tous les cas les amortissements selon le mode linéaire, et le Groupe ne pratique jamais d'amortissement sur un rythme fondé sur les revenus, objet de cet amendement.

Amendements IAS 41 - Actifs biologiques producteurs.

Amendement à IAS 27 : mise en équivalence dans les états financiers individuels : cette norme ne trouve pas d'application dans les comptes détenus par le Groupe.

IAS 28 / IFRS 10: Exemption de consolidation applicable aux sociétés d'investissement : En tout état de cause, aucune des sociétés du Groupe n'est concernée par cet amendement.

IFRS 12 : Intérêts détenus dans d'autres entités : Cette norme ne trouve pas d'application dans les comptes du Groupe.

IFRS 11 : acquisition d'intérêts dans une activité conjointe : Le Groupe ne détient aucun actif entrant dans cette catégorie.

1.2.3 Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne applicables de manière anticipée dès le 1^{er} janvier 2016

Non applicable.

1.2.4 Les normes suivantes, bien qu'applicable par anticipation selon les décisions de l'IASB, ne sont pas encore adoptées par l'Union Européenne, et ne sont donc pas applicables aux comptes de Precia Molen

- **IFRS 9 - Instruments financiers** : En l'état actuel des choses, cette nouvelle norme devrait avoir une influence très limitée sur les comptes du Groupe.
- **IFRS 15 – Revenus** : Compte tenu de la nature des contrats de ventes qui ont cours dans les différentes entités du Groupe, cette nouvelle norme ne devrait pas avoir d'influence sur la structure du revenu présenté.

1.2.5 Enfin, les normes suivantes, déjà publiées par l'IASB, devraient être adoptées prochainement par l'Union Européenne. Le Groupe a étudié ces nouvelles normes et est en cours d'évaluation de leur influence sur la future présentation des comptes

- **IFRS 16 - Contrat de location** : Cette nouvelle norme aura, lors de sa mise en application, une influence à la fois sur le montant des capitaux immobilisés et sur l'endettement du Groupe ; l'importance de cette influence sera étudiée par le Groupe au cours de l'année 2017.

1.3 Principes comptables de consolidation

1.3.1 Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, par application de la norme IFRS 3 (Regroupements d'entreprises). Les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition, après une période d'évaluation d'une durée maximale de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

Pour les regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2010, la norme IFRS 3 révisée est applicable. Selon cette norme, l'écart d'acquisition est désormais calculé par différence entre la juste valeur de la contrepartie remise et la somme des actifs et des passifs existants et éventuels de la société acquise évalués individuellement à leur juste valeur. Les coûts directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charge. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un goodwill partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un goodwill complet. Dans le cas d'une option pour la méthode du goodwill complet, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un goodwill sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 avaient été traités selon la méthode du goodwill partiel, seule méthode applicable.

Pour les regroupements d'entreprises effectués avant le 1^{er} janvier 2010, à la date d'acquisition, le goodwill représente l'excédent du coût de l'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables.

Pour les acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2004, le goodwill a été maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable précédent. Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprise qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS au 1^{er} janvier 2004.

Dans tous les cas, le goodwill négatif résultant de l'acquisition est comptabilisé immédiatement en résultat.

A compter de la date d'acquisition, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises. Ultérieurement, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des dépréciations représentatives des pertes de valeur. Le goodwill n'est pas amorti mais est soumis à des tests de pertes de valeur à chaque clôture annuelle ou plus fréquemment quand il existe des indicateurs de perte de valeur. Les dépréciations des goodwills sont irréversibles. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en « Autres charges de gestion courante » ou en « Charges de restructuration » lorsque la perte de valeur est consécutive d'une restructuration.

Le montant cumulé des dépréciations de goodwills constatées au 31 décembre 2016 est de 600 K€ (2015 – 599 K€).

1.3.2 Conversion des comptes des filiales étrangères

La méthode utilisée est celle du cours de clôture.

Les éléments d'actif et de passif, monétaires et non monétaires, ont été convertis aux cours en vigueur à la date du 31 décembre 2016.

Les capitaux propres ont été corrigés pour être ramenés à leurs cours historiques.

La conversion des produits et charges a été réalisée, sauf fluctuation significative, par application des cours de changes moyens constatés pendant la période.

L'écart constaté est inscrit dans un compte de réserves ; l'effet a été une variation négative des capitaux propres de 87 K€ sur la période.

1.3.3 Traitement de la conversion des transactions en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». Les transactions en monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change en vigueur à la date de transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés dans ces autres monnaies sont convertis aux taux en vigueur à la date de clôture. Les profits et les pertes provenant de la conversion sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Toutefois, pour les actifs et les passifs financiers qui ne constituent pas des éléments monétaires, toute variation de juste valeur, y compris les variations de change, est comptabilisée selon les principes applicables aux catégories d'actifs financiers auxquels ils se rattachent.

Pour comptabiliser les pertes et les gains de change, les actifs financiers monétaires sont comptabilisés au coût amorti en devises d'origine. Les différences de change provenant de la variation du coût amorti sont reconnues en compte de résultat, les autres variations sont reconnues directement en capitaux propres.

1.3.4 Opérations internes

Les retraitements sont effectués sur toutes les transactions intra-groupes. Les mouvements internes sont annulés ainsi que les dettes et créances réciproques.

La marge incluse dans les stocks relatifs à des achats à l'intérieur du Groupe et les profits dégagés sur les cessions d'immobilisations intra-groupe sont éliminés.

1.3.5 Transactions avec des parties liées

Les transactions avec des parties liées sont identifiées par questionnement direct puis validées par confirmation directe. Ces transactions sont réalisées à la valeur de marché.

1.3.6 Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location-financement ayant pour effet de transférer au Groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété sont comptabilisées à l'actif en immobilisations corporelles (terrains, bâtiments et équipements). À la signature du contrat de location-financement, le bien est comptabilisé à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou bien, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Ces immobilisations sont amorties linéairement sur la durée d'utilité estimée déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le Groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat si celle-ci est plus courte. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les charges des contrats de location opérationnelle sont comptabilisées en charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

1.3.7 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat correspond à l'impôt courant de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impositions différées. La méthode utilisée est celle du report variable sur toutes les différences existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs figurant au bilan.

Les impôts différés actif ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que les résultats fiscaux futurs permettront leur imputation.

Le calcul des impositions différées en France est effectué sur la base du taux d'impôt réel constaté.

1.4 Recours à des estimations

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des

éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice. La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière constante sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les principales estimations faites par le Groupe pour l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul des provisions et notamment des engagements de retraite ainsi que de la valorisation des actifs non courants. Lorsque les estimations et les hypothèses portent sur des montants significatifs ou lorsque la probabilité de révision des montants est élevée, une information est donnée en annexe. Les principales méthodes utilisées sont décrites ci-après.

1.5 Principes et méthodes d'évaluation appliquées

1.5.1 Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût, diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeurs constatées.

Les amortissements sont pratiqués sur le mode linéaire, selon les durées d'utilité effectives. Les principales durées d'utilité retenues sont les suivantes :

Type	Durée d'utilité
Logiciels	3 à 5 ans
Constructions industrielles	30 ans
Agencements et installations	15 ans
Installations techniques	10 à 15 ans
Matériels et outillage	6 ans
Matériels de transport	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier, matériel de bureau	10 à 15 ans

Lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché ou des indicateurs internes indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à la valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Au cours de l'exercice, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié.

1.5.2 Goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie

Les goodwills et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie sont soumis à un test de dépréciation systématique à chaque clôture annuelle et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre de leur valeur. Les autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur recouvrable qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur recouvrable est déterminée pour chaque actif à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Dans ce cas, qui concerne notamment les goodwills, la valeur recouvrable est déterminée au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT).

Le Groupe a regroupé ses immobilisations en UGT correspondant à un site de production ou à une filiale de commercialisation (éventuellement regroupées en cas de mutualisation de moyens). Les entités du Groupe ayant à la fois une activité industrielle et commerciale étroitement liée constituent également des UGT indépendantes.

La méthodologie appliquée consiste essentiellement à recueillir des hypothèses clés réalistes sur les conditions d'exploitations futures des UGT et de déterminer la trésorerie future sur les bases suivantes :

- Détermination d'un plan d'affaires à 5 ans,
- Détermination du free cash-flow normatif, somme du résultat net hors amortissements, de la variation du besoin en fonds de roulement et des investissements de renouvellement,
- Calcul d'une valeur terminale, sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1% et d'un free cash-flow reprenant les conditions d'exploitation propres à chaque UGT.

La valeur d'utilité est obtenue en additionnant la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif ou de l'UGT. Les flux de trésorerie prévisionnels utilisés sont cohérents avec le budget et les plans d'affaires les plus récents approuvés par la Direction du Groupe. Le taux d'actualisation avant impôt retenu reflète les appréciations actuelles du marché, de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT).

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, cette perte de valeur est enregistrée en résultat et est imputée en priorité aux goodwills.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il existe une indication que la perte de valeur n'existe plus ou a diminué et s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable. La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Au 31 décembre 2016, les tests réalisés sur les différentes entités concernées par le goodwill pour valider la valeur des écarts d'acquisition ont démontré l'absence de nécessité de procéder à une dépréciation. Ces tests ont été conduits avec un cout moyen du capital (WACC) de 8% en moyenne. Chacun des tests, réalisé avec un taux supérieur de 0,5% et/ou un résultat d'exploitation légèrement inférieur (5%) montre également une valeur recouvrable en baisse moyenne de 7 % mais restant néanmoins supérieure à la valeur des actifs.

1.5.3 Frais de développement

Selon l'IAS 38, les coûts de développement doivent être comptabilisés en tant qu'immobilisation, si on peut démontrer notamment la faisabilité technique et commerciale du produit.

Cependant, compte tenu des délais d'homologation en métrologie légale, la phase de commercialisation des nouveaux produits peut-être largement différée. Ceci accroît la difficulté de prévoir les avantages économiques futurs, de même que l'effet de cannibalisation entre les ventes des nouveaux produits et des produits existants.

En cas d'incertitudes liées à ces délais d'homologation, le Groupe comptabilise en charges les frais de développement encourus.

1.5.4 Instruments financiers

Actifs disponibles à la vente : Titres de participation

Les titres de participation dans les sociétés qui ne sont pas retenus dans le périmètre de consolidation sont comptabilisés à leur juste valeur en titres disponibles à la vente. Lorsqu'il s'agit de titres non cotés et que leur juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, ils sont évalués à leur coût diminué le cas échéant des pertes de valeur. Lorsqu'il y a une indication objective de dépréciation, la perte qui en résulte doit être comptabilisée en résultat si cette perte revêt un caractère définitif pour les instruments de capitaux propres.

Instruments de couverture

Conformément à sa politique, le Groupe ne détient pas ou n'utilise pas d'instrument financier destiné à la spéculation. Néanmoins, compte tenu du manque de documentation et de l'absence de suivi de revalorisation de la juste valeur à chaque date d'utilisation des instruments de couverture, ces instruments de couverture ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture et leurs variations de juste valeur sont enregistrées directement au compte de résultat.

1.5.5 Stocks

Les stocks de matières premières et approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits en cours et les produits finis sont valorisés au coût de production, incluant :

- les consommations de matières premières et fournitures,
- les charges directes de main d'œuvre,
- les amortissements des biens concourant à la production, et
- les charges indirectes de production.

Les charges financières sont toujours exclues de la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Celle-ci correspond au prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts prévisibles en vue de l'achèvement ou de la réalisation de la vente, en tenant compte de la rotation des stocks, ainsi que de l'obsolescence et des évolutions techniques.

1.5.6 Créances et dettes courantes

Les créances et dettes courantes sont initialement évaluées à la juste valeur qui correspond en général à leur valeur nominale, sauf si l'effet de l'actualisation est significatif.

Une dépréciation est constituée lorsque le recouvrement des créances apparaît incertain. Son montant est déterminé en fonction des difficultés de recouvrement estimées d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

Les créances et dettes courantes en monnaie étrangère sont valorisées au cours de change constaté à la clôture de l'exercice.

1.5.7 Dettes portant intérêt

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

1.5.8 Actions propres

Les actions propres sont comptabilisées en moins des capitaux propres.

Au 31 décembre 2016, la société dispose d'actions propres pour un cout total de 1 296 K€.

1.5.9 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant le flux de trésorerie futur attendu au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif.

1.5.10 Avantages au personnel

Le Groupe a effectué le recensement des avantages consentis au personnel à long terme. En France, le Groupe a des engagements en matière d'indemnités de départ en retraite, définis par les conventions collectives. Le Groupe utilise la méthode des unités de crédits projetées pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies.

1.5.11 Reconnaissance du chiffre d'affaires

L'IAS 18 Produits des activités ordinaires privilégie la substance sur l'apparence et définit qu'une vente est considérée comme accomplie lorsque le transfert des risques et avantages est réalisé.

Les ventes de matériel sont comptabilisées par le Groupe lors de la livraison, car il a été vérifié que les prestations restant éventuellement à exécuter ne sont pas significatives et ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'acceptation par le client des produits livrés ou des services rendus.

2 Explication des postes du bilan

2.1.1 Goodwills

	Début d'exercice	Augmentations	Ecart de conversion	Fin d'exercice
Goodwills	10 405	3 514	(127)	13 792

	31/12/2016	31/12/2015
France	1 405	1 405
Royaume-Uni	1 639	1 662
Divers	112	-
Unités de production et commercialisation	3 156	3 067

	31/12/2016	31/12/2015
France	7 999	7 318
Pologne	890	-
Unités de prestations de services	8 889	7 318

	31/12/2016	31/12/2015
Asie-Pacifique	1 727	-
Divers	20	20
Unités de commercialisation et prestations	1 747	20

2.1.2 Regroupement d'entreprise

Le Groupe a procédé à l'acquisition des sociétés Weighpac, J&S Scales, Kaspo Lab et Rowecon. Le Groupe a absorbé les sociétés Epona et Brisweigh.

La considération totale nette de la trésorerie acquise versée pour l'acquisition de ces sociétés est 4 344 K€, les actifs nets acquis de 830 K€ soit un montant total de goodwills de 3 514 K€.

2.2 Actif immobilisé

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Ecart de conversion	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	3 001	574	-	5	3 581
Immobilisations corporelles	33 992	7 184	(1 031)	(432)	39 713
Actifs financiers	490	285	(220)	53	608
Participations mises en équivalence					
Total	37 483	8 043	(1 251)	(374)	43 901

Les principales acquisitions de l'exercice sont liées à Precia Molen Service (intégration d'Epona), à l'acquisition du siège social de Precia Molen Belgium, à une usine en Inde et à l'acquisition de Kaspo Lab.

Les augmentations d'immobilisations incluent 1 384 K€ provenant des entrées dans le périmètre de consolidation.

2.3 Etat des amortissements et dépréciations

	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Ecart de conversion	Fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	2 340	342	-	6	2 689
Immobilisations corporelles	22 274	2 519	(973)	(87)	23 733
Actifs financiers	114	8	-	-	122
	24 728	2 869	(973)	(80)	26 543

2.4 Actifs financiers

	31/12/2016	31/12/2015
Sociétés non consolidées	52	73
Autres actifs financiers	433	303
Total	486	376

2.4.1 Sociétés non consolidées

BACSA S.A.	98
Participation de 19,00 % du capital :	
Diverses participations	80

La juste valeur de ces participations correspond à la valeur d'acquisition à l'exception de la société BACSA, dépréciée à hauteur de 98 K€, et des participations diverses dépréciées à hauteur de 28 K€.

2.4.2 Autres actifs financiers

Les autres actifs financiers sont composés essentiellement d'avances et d'acomptes à long terme.

2.5 Evolution des stocks

Détail des stocks	31/12/2016	31/12/2015
Matières premières et approvisionnements	6 593	5 782
En cours de production	2 790	2 372
Produits intermédiaires et finis	2 347	2 280
Marchandises	4 105	3 820
Stocks	15 835	14 254

2.6 Créances clients

Le poste créance clients se monte à 29 440 K€ contre 26 652 K€ à fin 2015. Cette variation, à la hausse s'explique principalement par les croissances externes et aussi une certaine augmentation des délais moyens d'encaissement.

	31/12/2016
Créances clients échues	11 874
Dues à 1-30 jours	12 396
A 31-60 jours	4 060
A 61-90 jours	557
A 90 jours et plus	643
Total créances clients	29 440

2.7 Détail des débiteurs divers

	Total	à 1 an au plus	à plus de 1 an
Taxes sur le chiffre d'affaires (TVA)	834	834	-
Fournisseurs avances et acomptes	290	290	-
Charges constatées d'avance	735	735	-
Divers débiteurs	417	417	-
Débiteurs divers	2 277	2 277	-

2.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31/12/2016	31/12/2015
Certificats de dépôt ⁽¹⁾	14 653	19 850
Disponibilités	10 297	10 893
TOTAL	24 950	30 743

(1) Les certificats de dépôt sont rémunérés aux conditions du marché, avec une possibilité de sortie à tout moment

2.9 Impôts différés

	31/12/2016	31/12/2015
Impôts différés sur marge en stock	562	468
Impôts différés sur indemnités de départ à la retraite	378	286
Impôts différés sur participation des salariés	161	146
Impôts différés sur actifs fiscaux non courants amortissables	229	370
Impôts différés sur amortissements dérogatoires	(530)	(510)
Autres impôts différés	66	77
Impôts différés actifs nets	867	838

2.10 Capitaux propres

Le capital de 2 200 000 € se compose de 573 304 actions.

Actions propres : 22 947 actions, soit 4,0 % du capital pour une valeur d'acquisition de 1 296 K€.

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice (soit 550 357), c'est à dire hors actions propres.

2.11 Intérêts ne conférant pas le contrôle

Les intérêts ne conférant pas le contrôle correspondent aux:

- 60 % de capital de Precia Molen Irl Ltd,
- 25 % de Precia Molen India Ltd
- 40 % de Precia Molen Maroc SARL
- 2 % de Precia Molen Scandinavia AS
- 0,01% de Precia Molen Service
- 20 % de Weighpac
- 15 % de J&S Weighing Solutions détenus par des tiers.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle représentent 3,7% des capitaux propres.

2.12 Emprunts et dettes financières

	Total	A 1 an au plus(*)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit ⁽¹⁾	11 954	3 721	8 228	4
Contrats de location financement	117	69	47	
Autres				
S/Total dettes financières long terme	12 070	3 791	8 276	4
Dettes financières court terme	438	438		
Total	12 508	4 228	8 276	4

(1) dont 100% à taux fixes. L'endettement bancaire est constitué en grande majorité d'emprunts souscrits pour 5 ans, remboursables par amortissements constants, auprès de banques françaises, à un taux moyen compris entre 0,5 et 1,5%.

Information comparative exercice 2015	Total	A 1 an au plus(*)	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Total Emprunts et dettes financières	12 157	5 225	6 657	275

(*) La part à un an au plus des dettes financières à long terme est classée en dettes financières court terme

2.13 Détail des provisions

	Début de période	Augmentations	Utilisation	Reprise sans objet	Ecarts de conversion	Fin de période
Risques et charges	1 446	348	(587)	(214)	2	994
Indemnités de départ en retraite ⁽¹⁾	881	622	(351)	-	-	1 152
Provisions pour impôts	377	-	(377)	-	-	-
Provisions long terme	2 704	970	(1 316)	(214)	2	2 145

Information comparative exercice 2015	Début de période	Augmentations	Utilisation	Reprise sans objet	Ecarts de conversion	Fin de période
Provisions long terme	2 334	1 650	1 046	236	0	2 704

(1) En France, à leur départ en retraite, les salariés du Groupe reçoivent une indemnité, dont le montant varie en fonction de l'ancienneté et d'autres éléments de la Convention Collective applicable. Le Groupe a évalué ses engagements selon une méthode actuarielle, basée sur les unités de crédit projetées. Le mode de calcul est basé sur les hypothèses suivantes : taux d'actualisation : 1,45 %, taux de revalorisation : 2,5 %, âge de départ : 60/67 ans, taux des contributions patronales : 42 %. La valeur des plans d'actif soustraite à l'engagement total est de 2 474 K€ (2015 - 2 174 K€). Des analyses de sensibilité ont été réalisées concernant le taux d'actualisation : si ce taux était diminué de 0,5 %, l'engagement total du Groupe (avant prise en compte de la juste valeur des fonds externes) augmenterait d'environ 6,2%. L'Horizon moyen probable de versement des Indemnités de départ à la retraite est de 11,5 ans. L'augmentation de la période de 622 K€ correspond aux charges de la période, composées du cout annuel des services rendu pour 578 K€ et des frais financiers pour 44 K€.

Le Groupe est exposé dans le cadre normal de son activité à des litiges de différentes natures. Les provisions pour litiges sont déterminées au cas par cas à la clôture de l'exercice, et leurs montants représentent la meilleure estimation du risque financier encouru, pondérée par le facteur de survenance le plus probable.

Au 31 décembre 2016, aucune provision pour litige n'est individuellement significative.

Lorsque le Groupe est engagé dans des procédures judiciaires avec des demandes des parties adverses considérées comme infondées ; le risque n'étant pas avéré, le Groupe n'estime pas nécessaire la constitution d'une provision.

La charge future pour départs en retraite est en partie externalisée avec des contrats d'assurances spécifiques. La juste valeur des fonds au 31 décembre 2016 est de 2 474 K€ (2015 - 2 174 K€), le montant de l'engagement résiduel après prise en compte de la couverture est de 1 152 K€.

Le Groupe ne compte aucun passif éventuel.

2.14 Détail des autres passifs courants

	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fiscales et sociales	14 840	13 864
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 092	1 422
Autres dettes	725	580
Produits constatés d'avance	4 224	4 447
Total autres passifs courants	21 882	20 323

2.15 Engagements hors bilan

2.15.1 Cautions bancaires export

Le Groupe bénéficie d'engagements reçus par ses banques dans le cadre de contrats commerciaux à l'export essentiellement, en faveur de ses clients, dans le cadre de garantie de restitution d'acompte ou de garantie d'exécution de bonne fin. Au 31 décembre 2016, ces engagements se montent à 170 K€.

2.16 Gestion des risques financiers

Le Groupe est exposé aux risques de crédit, de liquidité et de marché, mais dans des proportions limitées, et le Groupe a donc peu recours à des instruments financiers visant à réduire son exposition.

Comme toute société commerciale, le Groupe est confronté aux risques clients qui portent principalement sur un risque toujours possible d'impayés de sa clientèle, et sur un risque plus conjoncturel de concentration des clients. La société dispose d'une clientèle grands comptes sur laquelle le risque d'irrécouvrabilité est faible. Le client le plus important représente 1,9 % du chiffre d'affaires (3,1 % en 2015). Les dix premiers clients représentent environ 8,1 % du chiffre d'affaires (8,8 % en 2015). De plus, les ventes de matériels sont assorties de clauses de réserve de propriété. L'historique des pertes sur créances clients ne révèle pas d'impact significatif.

Le risque de liquidité correspond à la capacité financière du Groupe à faire face à ses engagements, lorsqu'ils arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses dettes à leurs échéances, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe. Le risque de marché correspond aux risques de variations de taux d'intérêt et de change.

Concernant les taux d'intérêt, la politique du Groupe privilégie en général les emprunts à taux fixes (98% des emprunts du Groupe sont à taux fixes ou à taux variables swapés).

Le Groupe est par ailleurs assez faiblement exposé aux risques de change et a recours à des contrats à terme en présence de risques importants. Au 31 décembre 2016, la juste valeur d'un contrat de vente à terme de devise (GBP) d'un nominal de 1 081 K€ est de + 93 K€.

Risque de liquidité et de trésorerie

Le risque d'incapacité de la société à faire face à ses engagements financiers est faible ; il fait d'ailleurs l'objet d'une évaluation périodique de la Banque de France, qui nous attribue une probabilité de défaillance dans les trois ans de 1,8 %, à comparer au score global de l'industrie : 5,7 %.

Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire prête attention au rendement des capitaux propres défini comme étant le résultat opérationnel divisé par les capitaux propres totaux. Il veille également au niveau des dividendes versés aux actionnaires.

2.17 Contrats de location financement

Les immobilisations faisant l'objet d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe les avantages et les risques inhérents à la propriété, sont comptabilisées à l'actif en immobilisations, il s'agit essentiellement de matériel de transport.

Impact sur le bilan au 31 décembre 2016:

Immobilisations nettes	112	
Dettes financières	117	(dont 69 à moins d'un an et 47 à plus de un an et moins de 5 ans)
Impôt différé actif	1	
Impact sur les réserves	(3)	

Impact sur le compte de résultat

Résultat avant impôt	28
Résultat	18

3 Explications des postes du compte de résultat

3.1 Répartition géographique des activités

L'organisation du Groupe et son reporting financier est de nature mono-activité et repose sur une organisation géographique.

<u>Répartition des actifs immobilisés :</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	18 347 59%	68%
Hors de France	12 802 41%	32%

<u>Répartition des dotations aux amortissements :</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	1 912 67%	70%
Hors de France	925 33%	30%

<u>Répartition des investissements :</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	3 819 58%	36%
Hors de France	2 816 42%	64%

<u>Répartition des passifs non courants :</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	9 558 92%	92%
Hors de France	868 8%	8%

<u>Ventilation du chiffre d'affaires :</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	72 907 66%	69%
Hors de France	36 780 34%	31%

<u>Ventilation du résultat opérationnel :</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	6 454 71%	73%
Hors de France	2 661 29%	27%

<u>Effectifs moyens</u>	31/12/2016	31/12/2015
France	649	605
Hors de France	347	290
Total	996	895

3.2 Charges de personnel

	31/12/2016	31/12/2015
Salaires	34 673	32 305
Charges sociales nette	11 407	10 658
Intéressement et participation	501	457
Personnel intérimaire	1 219	1 471
Charges de personnel	47 801	44 891

3.3 Coût de l'endettement financier net

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts	88	96
Gains de change	611	299
Reprises de provisions	87	58
Produits sur valeurs de placement	271	253
Divers produits financiers	84	72
Produits de trésorerie et équivalents	1 142	778

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts	186	175
Pertes de change	620	534
Dotation aux provisions	8	140
Intérêts locations financements	3	12
Diverses charges financières	54	5
Coût de l'endettement financier brut	870	865

3.4 Impôt sur le résultat

3.4.1 Charge d'impôt

Exigible	(3 262)
Différé ⁽¹⁾	(126)
Net (charge)	(3 388)

(1) Le détail des impôts différés est présenté en note 2.9

3.4.2 Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

Résultat	5 998
Résultat avant impôt	9 386
Charge d'impôt comptabilisée taux apparent : 36,10 %	(3 388)
Charge d'impôt théorique	(3 232)
Différence	(156)

Impôts sur différences permanentes	496
Actifs d'impôt non activés antérieurement	23
Actifs d'impôt non activés ^(*)	(173)
Ecart sur les taux et autres	(502)
Total	(156)

(*) Le montant des déficits non activés au 31/12/2016 n'est pas significatif.

3.4.3 Intégration fiscale (France)

Precia S.A. a la qualité de société tête de Groupe dans le cadre de l'intégration fiscale avec la société Precia Molen Service S.A.S.

3.5 Honoraires des Commissaires aux Comptes

Frais d'audit	PWC	RM Consultants	Auditeurs des filiales
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés			
Émetteur	24,0	24,0	
Filiales intégrées globalement	29,9	8,5	48,6
Services autres que la certification des comptes		-	-
- Audit d'acquisitions	6,0		
- Autres prestations	24,4		23,1
Total	83,3	32,5	71,7

4 Informations concernant le tableau des flux de trésorerie consolidé

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte, à partir du résultat net des sociétés intégrées calculé ainsi :

Résultat net part de l'ensemble consolidé	5 998
Prix de ventes des actifs non courants cédés	(305)
Charges et produits d'intérêts	(101)
Produit des dividendes	(2)
Charges d'impôts	3 388
Résultat net du tableau des flux de trésorerie	9 180

Les postes constitutifs de la trésorerie concernent la trésorerie disponible diminuée des soldes créditeurs de banque.

	31/12/2016	31/12/2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 950	30 743
Soldes créditeurs de banque	(438)	(2 353)
Trésorerie	24 512	28 390

VII ATTESTATION

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Le Président du Directoire

René COLOMBEL